



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 17– 23 juin 2021

En bref

Le Mexique, neuvième pays dans le classement mondial des bénéficiaires d'IDE en 2020. Le pays a réussi à gagner des places dans le classement mondial, passant de la 14ème place en 2019 à la 9ème en 2020, selon un rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CENUCD). Malgré l'amélioration présentée dans le classement général, le pays n'a pas été épargné des effets de la pandémie de COVID-19, avec une baisse de 14,7% g.a des IDE en 2020. Le Mexique a capté 29 Mds USD en 2020, contre 34 Mds USD en 2019.

LE CHIFFRE À RETENIR

9^{EME} PLACE

Le Mexique a gagné 5 places dans le classement mondial des bénéficiaires d'IDE

Zoom sur El Salvador

Selon une étude réalisée par Oxfam et la Fondation pour le développement de l'Amérique centrale, les 110 premières fortunes du pays possèdent conjointement 8,9 Mds USD soit 36% du PIB 2020. A l'opposée, 2,1 millions de personnes vivent dans des conditions d'insécurité alimentaire, d'éducation, de logement, de santé et d'emploi. La première fortune du pays possède à elle seule 5,3 Mds USD d'actifs soit l'équivalent de 70% du budget annuel du pays. L'Association nationale des entreprises (ANEP) a réagi à cette étude soutenant l'importance de créer un pacte social pour réduire les inégalités.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 23 juin, le Mexique enregistrait 231 847 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,53% en une semaine. 2 487 747 cas confirmés ont été enregistrés (+0,99% en une semaine).

Après 5 mois de baisse, la courbe redevient ascendante. Le nombre de nouveaux cas quotidiens est repassé au-dessus de 3000 en moyenne hebdomadaire, seuil qu'il n'avait pas franchi depuis début mai. La vaccination pour les 30-39 ans a été initiée cette semaine. Près de 1 mexicain adulte sur 3 a reçu au moins une dose.

2 FINANCES PUBLIQUES

La hausse du prix du pétrole devrait accroître les recettes fiscales. Citibanamex prévoit que le prix moyen du pétrole brut mexicain atteindra en 2021 sa moyenne annuelle la plus élevée depuis 2014. Compte tenu de la réouverture de l'économie mondiale et de l'augmentation de la demande de pétrole, une hausse des prix est attendue en 2021, ce qui impliquera des recettes excédentaires pour les finances publiques. Citibanamex prévoit un prix moyen du pétrole brut mexicain de 66 USD par baril pour 2021, sa moyenne annuelle la plus élevée depuis 2014. Alors que le projet de loi des Finances pour 2021 prévoyait un prix de 42,1 USD pour le baril mexicain, la hausse des prix devrait entraîner un excédent de 12,6 Mds USD supplémentaire sur les revenus pétroliers et les finances publiques.

3 ECONOMIE

Les représentants du patronat devraient présenter prochainement au ministre des finances les priorités du secteur privé sur la réforme fiscale. Les priorités du secteur privé incluent la lutte contre l'informalité, l'amélioration des relations avec l'administration fiscale (SAT), avec la signature d'un accord de coopération avec l'Institut mexicain des comptables publics. Cet accord devrait permettre une simplification administrative pour les PME afin de permettre une amélioration du respect des règles fiscales de la part des entreprises. La lutte contre l'informalité aurait notamment pour but d'élargir la base des contribuables et de lutter contre la concurrence déloyale des entreprises qui ne suivent pas les obligations fiscales. Le gouvernement fédéral a annoncé que la réforme fiscale prévue pour la fin de l'année ne devrait pas entraîner une augmentation d'impôts pour les contribuables.

L'enquête sur les anticipations économiques de Citibanamex prévoit une croissance du PIB de 5,8% en 2021. Cela représente une amélioration de 30 points de base par rapport à l'enquête de mai 2021. Pour 2022, les prévisions de croissance du PIB ont légèrement augmenté, passant à 2,9 % contre 2,8 % lors de la dernière enquête. L'enquête prévoit également des pressions inflationnistes plus fortes à la fin de cette année, puisque les taux annuels d'inflation anticipés pour la fin de 2021 et 2022 sont désormais situés à 5,10 et 3,61 %, respectivement, contre 5,06 et 3,60 % prévus précédemment.

Le PIB mexicain a progressé de 0,51% g.m en mai. Il s'agit d'une hausse par rapport à avril mais d'une décélération par rapport au rythme

atteint en mars 2021 (+2,62% g.m). Les prévisions anticipent une accélération de la croissance dans les mois à venir, compte tenu de la progression de la campagne de vaccination, des mesures de relance des Etats-Unis et de l'optimisme des consommateurs face à la reprise. L'indicateur d'activité économique de l'Inegi s'est établi à 110,84 points en mai, soit son niveau le plus élevé depuis février 2020. L'industrie a connu une baisse de 0,19% g.m en mai 2021 du fait notamment de la pénurie des semi-conducteurs alors que le secteur tertiaire a connu une progression de 0,41% g.m. Suite à une croissance trimestrielle de 0,8% au T1 2021, les analystes prévoient désormais une croissance de 0,9% au T2 2021.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

En mai 2021 l'aéroport international de Mexico (AICM) a enregistré un trafic de passagers encore loin des niveaux pré-pandémie. En mai 2021, près de 3 M de voyageurs ont utilisé l'un des deux terminaux de l'aéroport de la capitale, un chiffre en baisse de 30,2 % par rapport à mai 2019. L'AICM a enregistré une baisse totale de 56,3 % g.a en 2020 en termes de voyageurs reçus et de 67,2% g.a quant aux voyageurs internationaux.

5 ACTUALITES AGRICOLES

Premier pays à rejoindre l'initiative Prezode. Par la signature d'un important accord de coopération entre l'Ambassadeur et le Ministre de la Santé mexicain, le Mexique est le premier pays à rejoindre officiellement Prezode. La coopération portera notamment sur la résistance aux antimicrobiens, et sur la mise en place d'un laboratoire mixte international dans le Yucatan, qui constituera la référence sur le OneHealth en Amérique Latine.

Un quota d'importation de 30 000t de viande de poulet à l'étude au Ministère de l'économie pour réduire les prix. La consommation domestique de poulet est en augmentation, or les prix de ce produit ont connu ces derniers mois les plus fortes hausses enregistrées depuis 1996. Ces prix sont en avril 22,8% plus élevés qu'en 2020.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 23/06/2021
Bourse (IPC)	-0,81%	+32,35%	50 170,78 points
Taux de change USD/MXN	-1,17%	-12,02%	20,44
Taux de change EUR/ MXN	+0,21%	-6,56%	24,04

Prix du baril mexicain	+0,95%	+95,68%	68,86
------------------------	--------	---------	-------

Amérique centrale

Régional

La BCIE et la « Development Finance Corporation » des Etats-Unis ont signé une ligne de crédit de 100 MUSD dédiée à l'octroi de prêts à taux réduit pour les micros, petites et moyennes entreprises des pays du Triangle nord¹. Les ressources seront déployées via l'agence américaine pour le développement USAID et d'autres institutions financières locales pour répondre aux besoins de financements immédiats des PME et promouvoir l'emploi formel. Cette initiative s'inscrit pleinement dans la stratégie des Etats-Unis d'évitement des pouvoirs publics dans le financement de programmes d'aide et de soutien à la population.

¹ Honduras, Guatemala et Salvador

1. El Salvador

Le ministre des finances a annoncé que les salaires continueront à être payés en dollars en non en Bitcoin tant que la structure technologique et logistique ne sera pas disponible. Cette annonce fait suite à une enquête révélant que 93% de la population ne souhaite pas recevoir son salaire en Bitcoin. Le ministre a par ailleurs annoncé que le fonds de compensation public de 150 MUSD avec Bandal afin de garantir la conversion des bitcoins sera financé grâce au soutien de la BCIE et une réallocation des ressources du ministère des finances.

2. Guatemala

Entre 2015 et 2020, 247 948 emplois ont été créés (ou prorogés) dans l'administration publique qui comptait 477 805 employés selon le dernier recensement. 90% des emplois créés l'ont été au sein des ministères, en particulier celui de l'éducation, dans le contexte du renouvellement de contrats de professeurs. Le revenu mensuel moyen d'un employé de la

fonction publique s'établit à 603 USD (4.662 GTQ) contre 345 USD (2.663 GTQ) pour un employé du secteur privé.

Les principaux syndicats du transport aérien guatémaltèque (AGLA), d'Amérique latine (ALTA) et mondial (IATA) ont déclaré conjointement que le projet de nouvel aéroport international de fret en cours de construction au voisinage du port de San José n'est pas viable économiquement. Les organisations constatent notamment l'absence de marché dans cette zone sur la côte pacifique et la trop grande distance avec la zone capitale, regroupant la grande majorité des activités de fret du pays. Ce projet, promesse de campagne du Président Giammattei, n'a pour l'instant fait l'objet d'aucune étude de faisabilité.

3. Honduras

Le ministre du travail et de la sécurité sociale a annoncé que 445 000 personnes ont été recensées au chômage à fin 2020 soit 10,9% de la population active. A fin 2019, le taux de chômage atteignait 5,7% soit 240 000 personnes alors que l'association patronale COHEP estime que plus d'un million d'emplois ont été détruits durant la crise économique et sanitaire de 2020. Ces chiffres sont à mitiger de par la prédominance du secteur informel dans l'économie du pays, qui regroupe 70% des emplois.

Après plus de six mois de négociations, les représentations syndicales et patronales ainsi que le gouvernement sont parvenus à trouver un accord sur la hausse du salaire minimum comprise entre 4,01% et 8% selon les secteurs et applicable à partir du 1^{er} juillet. Les secteurs du tourisme et de l'agriculture, fortement touchés par la crise sanitaire et les tempêtes, auront un traitement spécial: les entreprises devront augmenter de 4,01% le salaire de leurs employés sans distinction de taille. En détail, les entreprises ayant moins de 50 employés devront augmenter de 4,01% le salaire de leurs employés, celles employant entre 51 et 150 personnes augmenteront les salaires de 5% et la hausse sera de 8% pour les entreprises employant plus de 150 personnes. Selon certains représentants de PME, 80% des micros et PME ne seront pas en mesure d'assumer cette augmentation. Le salaire minimum actuel au Honduras est d'environ 417 USD (10 022 HNL).

4. Nicaragua

Neuf sénateurs américains ont envoyé une lettre au Président Biden, demandant l'exclusion du Nicaragua de l'Accord de libre-échange DR-Cafta entre les Etats-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine suite aux récentes actions liberticides du Président Ortega envers des opposants politiques et de la société civile. Depuis l'entrée en vigueur de l'accord en 2006,

les exportations annuelles du pays vers les Etats-Unis sont passées de 228 MUSD à 1,4 MdUSD pour atteindre 50% du total des exportations nicaraguayennes en 2020. L'une des principales conséquences d'une éventuelle exclusion du pays serait le délitement des zones franches prisées par les autres pays pour la création d'usines notamment dans la production de textile à destination des Etats-Unis et la perte de 50% des 65 000 emplois des zones franches selon les premières estimations.

5. Panama

Nouvelle période de grâce pour les crédits bancaires. Le Président Laurentino Cortizo, a annoncé lundi 21 juin, l'extension du plan de « soulagement financier » afin que les ménages et entreprises endettés puissent se rapprocher de leur banque et renégocier leurs termes et conditions de remboursement de crédit. Après l'expiration de la loi dite de « moratoire bancaire » le 31 décembre 2020, puis la mise en place d'un « soulagement financier » jusqu'au 30 juin 2021, s'ouvre la période de « flexibilisation bancaire » jusqu'au 30 septembre 2021. Selon le Superintendant des Banques de Panama, Amauri Castillo, cette nouvelle période ne doit pas s'entendre comme un nouveau moratoire. Au contraire, il s'agit d'une régularisation progressive, matérialisée par une résolution, de la situation financière des débiteurs, qui pour l'heure, sont soumis à des restrictions temporaires de liquidités, les empêchant de rembourser leurs

crédits. Le Président Cortizo a insisté sur la nécessité pour les panaméens de se rapprocher de leur banque afin de restructurer leur dette. Le plan de paiement convenu dans les restructurations peut envisager une échéance au-delà du 31 décembre 2021, sous réserve de ce qui est établi par la réglementation pour chaque type de prêt et de la viabilité financière de chaque débiteur.

Le Président Panaméen annonce la mise en œuvre d'un nouveau Plan Panama Solidario jusqu'au 31 décembre 2021. Lundi 21 juin, Laurentino Cortizo a pris la parole afin d'annoncer aux panaméens la mise en œuvre d'un nouveau Plan Panama Solidario (mis en place lors de la crise covid dans le but de venir en aide aux plus nécessiteux), pour lequel les bénéficiaires devront fournir un « service social communautaire » ou recevoir une formation de l'Institut national de formation professionnelle (Inadeh). Après avoir bénéficié à plus de **1,7 M** de panaméens, le programme Panama Solidario a joué le rôle d'un véritable amortisseur social, soucieux de maintenir une paix sociale dans le pays. Bien que plusieurs secteurs économiques aient retrouvé une certaine activité, beaucoup de ménages panaméens se trouvent encore dans une situation de grande vulnérabilité sociale, ce qui rend nécessaire une extension du programme Panama Solidario. Ce nouveau programme ajusté de contreparties, permettra, selon les termes du Président, d'encourager non seulement le développement du capital humain, mais aussi la participation citoyenne à la recherche de solutions aux problèmes de société, contribuant ainsi à une reprise

économique soutenable et inclusive. De manière très concrète, pour continuer de recevoir un bon d'achat solidaire (Vale Digital), les bénéficiaires auront la possibilité soit d'effectuer 24 heures de service social par mois, soit de suivre des formations au sein de l'Inadeh.

Le Gouvernement panaméen souhaite mettre en place une politique nationale minière soucieuse d'une industrie soutenable et responsable. Une consultation publique, portée par le Ministère du commerce et des industries (MICI), dans le cadre du projet «Renforcement institutionnel du secteur minier au Panama», a notamment pour objectif de recueillir l'opinion de la société civile, afin d'évaluer l'autorisation de futures concessions minières. Selon le Ministre du commerce et des industries, Ramon Martinez, le MICI développe depuis quelques temps, des actions afin d'améliorer sa capacité et ses moyens en tant qu'organisme de régulation de l'activité minière. Le MICI réalise ce projet de renforcement institutionnel avec le soutien de la Banque interaméricaine de développement (BID). Le MICI a d'ailleurs déclaré, qu'aucune nouvelle concession ne serait accordée jusqu'à ce qu'une nouvelle politique minière soit définie.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Afin de développer la zone sud-ouest du pays, le Président Luis Abinader a lancé officiellement le projet de développement touristique et économique à Pedernales. La première phase à hauteur de 1 Md USD comprend la construction de 3 000 chambres d'hôtels, ainsi qu'un aéroport international, des canalisations et des travaux routiers de 24 km pour faciliter l'accès au site. Le projet en plein développement devrait créer plus de 70 000 emplois. Plusieurs chaînes hôtelières (européennes, américaines et mexicaines) ont déjà formalisé leur intérêt et leur engagement pour assumer l'exploitation de plusieurs complexes hôteliers. Le gouvernement insiste sur la dimension écoresponsable de ce projet.

1. Cuba

Cuba annonce une efficacité de 92,28% pour son candidat vaccinal contre le coronavirus Abdala. Le consortium public de l'industrie biopharmaceutique BioCubaFarma affirme que le candidat-vaccin Abdala présenterait une efficacité de 92,28% contre la maladie avec un schéma de trois doses inoculées. Cette donnée a également été reprise lors de l'émission télévisuelle Mesa Redonda sans plus de détails. Cette annonce intervient deux jours après celle concernant l'efficacité d'un des autres projets de vaccins cubain Soberana 02 (62% après deux doses sur les trois envisagées).

Les résultats quant au degré de protection atteint avec la troisième injection de Soberana devraient être connus très prochainement, avec un objectif minimal de 80% attendu selon le directeur de l'Institut de vaccins Finlay qui l'a développé et le produit.

Cuba a ainsi fait le choix de produire ses propres vaccins contre la Covid-19, et dispose actuellement de cinq candidats-vaccins contre le coronavirus, tous encore en phase d'essais cliniques. L'autorisation d'utilisation d'urgence des deux candidats vaccinaux les plus avancés (Abdala et Soberana 02) devrait être demandée sous peu à l'organisme de réglementation de Cuba. Les essais cliniques et processus de validation se font en lien avec l'OPS et l'OMS, l'objectif cubain étant la reconnaissance de leurs vaccins.

Dans cette attente, les autorités cubaines ont cependant déjà commencé à administrer largement ces deux vaccins dans le cadre "d'études d'intervention" en parallèle des essais cliniques. Un peu moins d'un million de Cubains auraient ainsi été complètement vaccinés à ce jour, principalement dans la capitale où la situation semble s'améliorer (diminution des cas). Le pays traverse depuis janvier sa pire vague d'infections selon les chiffres officiels pour un total de 172 909 cas et 1 193 décès au 22 juin 2021.

Plusieurs pays se sont positionnés pour acheter ou produire sur leur territoire les vaccins cubains, notamment l'Argentine, l'Iran, le Venezuela, le Mexique ou encore le Vietnam.

Quelques interrogations subsistent cependant, parmi lesquelles la capacité de l'île à produire à grande échelle pour toute la population

cubaine, ainsi que l'obtention d'une homologation des vaccins cubains par l'OMS.

Fer de lance à l'exportation, la filière biotechnologique cubaine est reconnue à l'échelle internationale. Elle ne doit cependant pas faire oublier les difficultés de son système de santé, notamment la faible disponibilité des médicaments (120 médicaments indisponibles en juin 2021, soit 19% du « Cuadro Básico » établissant une liste de 619 médicaments de base).



La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 23 juin 2021</i>
Costa Rica	357 523 Décès : 4 567
Cuba	172 909 Décès : 1 193
Guatemala	284 741 Décès : 8 845
Haïti	17 603 Décès : 388
Honduras	255 663 Décès : 6 844
Jamaïque	49 795 Décès : 1 042
Nicaragua	7 920 Décès : 189
Panama	396 526 Décès : 6 491
El Salvador	77 484 Décès : 2 346
République dominicaine	319 254 Décès : 3 773

